



Informations du Guatemala

3^e Année, n° 105

Du 21 Décembre au 2 Janvier 1985

POLITIQUE

Modifications au sein de l'armée

Démocrates-Chrétiens séquestrés

L'Assemblée Nationale Constituante aimerait siéger jusqu'en 1987

L'armée guatémaltèque, arrière-garde de l'intervention US : RUOG

Guatemala : pont logistique (URNG)

ECONOMIE

Budget général du pays

Le gouvernement, responsable de la hausse des prix

CONTRE-INSURRECTION

Une "colonne de guérilleros", recherchée par les troupes gouvernementales

INSURRECTION

Actions du FAR

Combats à San Marcos

DROITS DE L'HOMME

Le régime le plus sanglant de l'hémisphère (COHA)

Pressions exercées par des gouvernements violents

POLITIQUE

MODIFICATIONS AU SEIN DE L'ARMEE

De source militaire, par le biais de l'agence EFE, on apprend que le Chef de l'Etat, le Général Mejía Victores, quittera sous peu son poste à la tête du Ministère de la Défense -qu'il occupe depuis septembre 1982-.

Cette même source soulignait que Mejía sera remplacé dans ses fonctions par le Général Rodolfo Lobos Zamora, n°2 de la hiérarchie du pouvoir et conjointement Chef de l'Etat Major de l'Armée. Toujours selon cette information datée du 1 janvier, on annonce d'autres modifications au sein de la hiérarchie de divers secteurs militaires, Centre d'Etudes Militaires, et de l'Académie Militaire.

Les observateurs politiques ont fait savoir à ENFOPRENSA qu'il fallait interpréter ces changements comme une consolidation importante du secteur militaire mené par le Général Lobos Zamora, qui occupe actuellement une position hégémonique dans l'armée.

DEMOCRATES-CHRETIENS SEQUESTRES

La Démocratie-Chrétienne guatémaltèque -DCG- a dénoncé le 20 décembre le fait que quatre de ses membres avaient été séquestrés entre les 13 et 18 du même mois, dans le département de El Quiché, au nord-ouest du pays.

Vinicio Cerezo Arevalo, Secrétaire-Général de la DCG affirme que les victimes, Martin Aceituno Aragon, Pascual Vasquez Aceituno, Francisco Vasquez Ramirez et Salomon Lopez Vasquez, pourraient se trouver au Département des Recherches Techniques de la Police Nationale.

L'ASSEMBLEE NATIONALE CONSTITUANTE AIMERAIT SIEGER JUSQU'EN 1987

Le 2 janvier, un porte-parole du mouvement d'extrême-droite de Libération Nationale faisait savoir que l'Assemblée Nationale Constituante cherchait à se maintenir en place jusqu'en 1987.

Environ 90 % des membres de l'Assemblée sont en faveur de l'idée que ce corps collégial devienne un Congrès Législatif. L'intention sous-jacente est d'accompagner pour une durée de deux ans et demi le gouvernement qui prendra le pouvoir à l'issue des prochaines élections. Selon ce même porte-parole certains députés essayent de retarder le processus électoral.

L'ARMEE GUATEMALTEQUE, ARRIERE-GARDE DE L'INTERVENTION US : RUOG

Le 21 décembre, des membres de la Représentation Unitaire de l'Opposition Guatémaltèque -RUOG-, au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue à Mexico, ont déclaré que l'armée guatémaltèque jouait un rôle d'arrière-garde dans les projets d'intervention de l'Administration Reagan en Amérique Centrale.

Rolando Castillo Montalvo et Rigoberta Menchu, membres de la RUOG, ont mis en exergue que dans le contexte des violations massives des Droits de l'homme au niveau national, le programme électoral élaboré et mis en route par le régime ne peut être un processus démocratique et que le futur président du Guatemala sera l'homme de main de l'armée en ce sens qu'il devra mettre en vigueur les plans des forces armées.

GUATEMALA : PONT LOGISTIQUE (URNG)

Selon l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG-, le 23 décembre, le Guatemala joue un rôle "d'arrière-garde logistique" dans la région d'Amérique Centrale et son territoire servirait de plaque tournante pour faire transiter l'aide militaire des Etats-Unis vers d'autres pays de la zone.

A titre d'exemple, l'URNG cite les 2 395 caisses de dynamite qui, selon des rapports de presse, ont fait récemment transit dans le pays passant de la côte atlantique du Guatemala au Salvador.

ECONOMIE

BUDGET GENERAL DU PAYS

Le 27 décembre, le Chef de l'Etat, le Général Mejia Victores signait un décret-loi selon lequel le budget général du pays pour 1985 est estimé à 1 285 millions de Quetzales.

L'enveloppe globale approuvée pour 1985 est inférieure à celle de 1984 qui s'élevait à 1 314 millions.

LE GOUVERNEMENT RESPONSABLE DE LA HAUSSE DES PRIX

Le 20 décembre, les Chambres de Commerce et de l'Industrie, rendaient le gouvernement seul responsable de la situation économique qui sévit dans le pays et, démentaient de la sorte les allégations officielles qui cherchaient à faire "porter le chapeau" de la hausse des prix au Secteur Privé.

Le communiqué des chefs d'entreprise ajoute que la véritable cause de la hausse des prix enregistrée pour les produits sur le marché est la dépréciation du Quetzal (monnaie nationale) par rapport au dollars et l'indiscipline des régimes militaires qui ont augmenté la masse monétaire pour couvrir le déficit budgétaire.

CONTRE-INSURRECTION

UNE "COLONE DE GUERRILLEROS", RECHERCHEE PAR LES TROUPES GOUVERNEMENTALES

Le 23 décembre, le journal "Prensa Libre" signalait que les troupes gouvernementales passaient le département septentrional de El Peten au "peigne fin" à la recherche d'une colonne insurrectionnelle. Le journal identifiait les rebelles comme étant des membres des Forces Armées Rebelles -FAR-.

INSURRECTION

ACTIONS DU FAR

Les Forces Armées Rebelles -FAR- ont émis un rapport daté du 25 décembre où elles soulignent que divers combats opposant les forces insurrectionnelles et les troupes gouvernementales ont eu lieu entre le 24 novembre et le 14 décembre dans la municipalité de Poptun, dans le département septentrional de El Peten.

Les FAR ont également communiqué que les unités rebelles avaient également occupé les installations municipales de Dolores et d'une plantation agricole à Poptun, s'emparant de la sorte d'armements militaires. Ces actions se sont déroulées dans ce même département de El Peten.

COMBATS A SAN MARCOS

Un communiqué du Bureau des Relations de l'Armée, rendu public le 23 décembre, stipule qu'un combat entre les troupes gouvernementales et les insurgés s'est produit le 22 décembre dans la bourgade Totoj, dans le département occidental de San Marcos.

D'après la version officielle, un homme des troupes gouvernementales a trouvé la mort au cours des offensives.

DROITS DE L'HOMME

LE REGIME LE PLUS SANGlant DE L'HEMISPHERE (COHA)

Le rapport annuel du Conseil des Affaires Hémisphériques -COHA- du 30 décembre signale que les pires violations des droits de l'homme continuent à se produire en Amérique Latine, où le Guatemala et le Salvador sont les terrains de prédilection. Cette situation dure déjà depuis cinq ans consécutifs.

Le rapport, publié à Washington, qualifie le régime guatémaltèque de "plus sanglant de l'hémisphère et le rend responsable d'avoir assassiné entre 3 et 5 000 personnes en 1984.

PRESSIONS EXERCEES PAR DES GOUVERNEMENTS VIOLENTS

Arthur Dewey, sous-secrétaire des Etats-Unis, a affirmé le 20 décembre que les réfugiés guatémaltèques ont eu d'excellentes raisons de fuir leur pays. Arthur Dewey est chargé des programmes pour les réfugiés d'Amérique Centrale, et c'est au cours d'une entrevue réalisée via satellite avec des journalistes guatémaltèques qu'il a prononcé cette opinion.

Dewey déclare que le nombre de réfugiés d'Amérique Centrale qui reçoit de l'aide provenant du Haut-Commissariat des Nations-Unies est estimé à 110 000 personnes mais en fait il pourrait s'agir de 350 000.

Parmi les raisons qui poussent les Américains du Centre à l'exode, on peut énumérer entre autre les pressions politiques exercées par des gouvernements violents. Cette précision a également été apportée par le fonctionnaire.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX